|  |
| --- |
| **2024/18** |

 **EXTRAIT DU REGISTRE DU CONSEIL MUNICIPAL**

DE LA COMMUNE DE BUSSY en OTHE

|  |
| --- |
| nombre de membres |
| Afférents au conseil municipal |  | En exercice | Qui ont pris part à la Délibé-ration | Qui ont pris part au vote |
| 8 |  | 13 | 9 | 10 |

Séance du 28 mars

\_\_\_\_\_\_\_\_\_

L’an deux mil vingt-quatre, le 28 mars

Convocation

22/03/2024

Date d’affichage 22/03/2024

Le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s’est réuni en séance extraordinaire au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Madame Catherine DECUYPER, Maire.

Les membres du Conseil Municipal présents : C. DECUYPER - S. GREMY – B. DOMINIQUE-WEBER DA CONCEICAO – E. TRESCARTES – C. GREGOIRE (arrivée à 19h17) – P. LAMY- BOYET – F. EUSTACHE – C. GUILLAUME – H. CAPPELLAZZI

Ont donné pouvoir : W. COLAS à E. TRESCARTES

Absent excusé : P. BARDEL

Absent : A. DEGUY - C. BLARDAT-KATOUI

Secrétaire :S. GREMY

**REGIME INDEMNITAIRE DU PERSONNEL COMMUNAL TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJETIONS, DE L’EXPERTISE ET DE L’ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (R.I.F.S.E.E.P.) : MODIFICATION DE LA DERNIERE DELIBERATION N° 2022/05**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 83.634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,

Vu la loi n° 84.53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 88,

Vu le décret n° 91.875 du 6 septembre 1991 pris pour l’application du 1er alinéa de l’article 88 de la loi n° 84.53 du 26 janvier 1984,

Vu le décret n° 2010.997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l’Etat et des magistrats de l’ordre judiciaire dans certaines situations de congés,

Vu le décret n° 2014.513 du 20 mai 2014 portant création d’un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l’expertise et de l’engagement professionnel,

Vu la loi du 6 août 2019 de transformation de la Fonction Publique,

Vu la délibération du 30 juin 2020 de la commune de Bussy-en-Othe,

Vu le tableau des effectifs,

Vu l’avis favorable du Centre de Gestion de l’Yonne,

Considérant qu’il convient d’instaurer au sein de la collectivité, conformément au principe de parité tel que prévu par l’article 88 de la loi n° 84.53 du 26 janvier 1984, un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l’expertise et de l’engagement professionnel (RIFSEEP) en lieu et place du régime indemnitaire existant pour les agents de la collectivité dont le cadre d’emploi le prévoit,

Considérant que ce régime indemnitaire se compose d’une part obligatoire, l’indemnité de fonctions, de sujétions et d’expertise (IFSE) liée aux fonctions exercées par l’agent, et le complément indemnitaire annuel (CIA) lié à l’engagement professionnel et de la manière de servir.

Considérant qu’il convient de définir le cadre général et le contenu de ce régime indemnitaire pour chaque cadre d’emplois qui le prétend,

Mme le Maire propose au Conseil Municipal,

**Article 1 : dispositions générales à l’ensemble des filières**

**Les bénéficiaires :**

* Les agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel,
* Les agents contractuels de droit public à temps complet et à temps non complet pourront se voir attribuer l’IFSE relevant de l’article 136 de la loi du 26 janvier 1984 et occupant un emploi au sein de la collectivité,

**Les modalités d’attribution individuelle :**

Le montant individuel attribué au titre de l’IFSE, et le cas échéant au titre du CIA, sera librement défini par l’autorité territoriale, par voie d’arrêté individuel, dans la limite des conditions prévues par la présente délibération.

**Conditions de cumul :**

Le régime indemnitaire mis en place par la présente délibération est par principe exclusif de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir.

En conséquence, le RIFSEEP ne peut se cumuler avec :

* La prime de fonctions et de résultats,
* L’indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires,
* L’indemnité d’administration et de technicité,
* L’indemnité d’exercice et des missions des préfectures,
* L’indemnité spécifique de service,
* La prime spécifique de rendement,
* La prime de fonction informatique,
* L’indemnité de responsabilité des régisseurs d’avances et de recettes,
* L’indemnité pour travaux dangereux et insalubres

En revanche, l’IFSE est cumulable avec :

* Les heures supplémentaires et complémentaires,
* Les indemnités compensant le travail de nuit, le dimanche ou les jours fériés

**Article 2 : mise en œuvre de l’IFSE**

**Le principe :**

L’indemnité de fonctions, de sujétions et d’expertise (IFSE) vise à valoriser l’exercice des fonctions et constitue l’indemnité principale du nouveau régime indemnitaire. Cette indemnité repose, d’une part, sur une formalisation précise de critères professionnels et d’autre part, sur la prise en compte de l’expérience professionnelle.

Cette indemnité est liée au poste de l’agent et à son expérience professionnelle.

Chaque emploi ou cadre d’emplois est réparti entre différents groupes de fonctions au vu des critères professionnels suivants :

* Fonctions d’encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception, niveau d’initiative, force de proposition.
* Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l’exercice des fonctions, niveau de diplôme exigé pour le poste.
* Sujétions particulières ou degré d’exposition du poste au regard de son environnement professionnel : travaux pénibles, travail de nuit, le dimanche et jours fériés, régisseur, accueil du public difficile, polyvalence.

Son attribution fera l’objet d’un arrêté individuel notifié à l’agent.

**Conditions de versement :**

L’IFSE fera l’objet d’un versement bi-annuel. Elle est proratisée dans les mêmes proportions que le traitement indiciaire notamment pour les agents à temps partiel, temps non complet, en demi-traitement.

Le CIA fera l’objet d’un versement bi-annuel (il est facultatif) tenant compte de la valeur professionnelle et de la manière de servir : de ce fait, ce dernier n’a pas vocation à être reconduit automatiquement tous les ans pour un même montant. Il est proratisé dans les mêmes proportions que le traitement indiciaire notamment pour les agents à temps partiel, temps non complet, en demi-traitement. Il sera versé également aux agents bénéficiant d’un temps partiel thérapeutique.;

**Maintien à titre personnel :**

Le montant mensuel dont bénéficie l’agent en application des dispositions réglementaires antérieures, est maintenu, à titre individuel, lorsque ce montant se trouve diminué suite à la mise en place du RIFSEEP.

**Maintien et suspension de l’IFSE en cas d’absence :**

Durant les congés annuels et les congés de maternité, de paternité et d’accueil de l’enfant ou d’adoption, ainsi qu’en cas d’accident de travail, l’IFSE est maintenue intégralement.

En cas d’absence pour maladie ordinaire, de congés pour maladie professionnelle, au-delà de plus de 15 jours annuels, une retenue de 1/30ème de la prime sera appliquée par jour d’absence.

En cas de congé de longue maladie, congé de longue durée, congé de grave maladie, journée de grève, suspension de fonctions, l’IFSE est suspendue.

En cas de temps partiel thérapeutique, l’IFSE sera versé au prorata du pourcentage du temps de travail effectué par l’agent (exemple : reprise à 50 % l’agent se verra versé l’IFSE à raison de 50 %).

**Conditions de réexamen :**

Le montant annuel de l’IFSE versé aux agents fera l’objet d’un réexamen :

* En cas de changement de groupe de fonction avec davantage d’encadrement, de technicité ou de sujétions, ou mobilité vers un poste relevant du même groupe.
* En cas de changement de grade à la suite d’une promotion ou la réussite d’un concours.
* Au moment de l’évaluation professionnelle annuelle, en l’absence de changement de fonction mais au vu de l’expérience acquise par l’agent, de l’engagement professionnel.

La Commune se réserve le droit de revoir le montant de l’IFSE au moment de l’évaluation professionnelle annuelle.

**Prise en compte de l’expérience professionnelle des agents et de l’évolution des compétences :**

L’expérience professionnelle des agents sera appréciée au regard des critères suivants :

* Le nombre d’année dans le domaine d’activité ou poste (toutes collectivités confondues),
* Capacité de transmission des savoirs et compétences auprès d’autres agents,
* Capacité à encadrer une équipe,
* Formations suivies.

**Conditions d’attribution :**

Bénéficieront de l’IFSE, les cadres d’emplois énumérés ci-après :

La détermination des groupes de fonctions et des montants maxima :

Chaque part de l’IFSE correspond à un montant maximum fixé dans la limite des plafonds déterminés ci-dessous et applicables aux fonctionnaires de l’Etat.

Chaque cadre d’emploi repris ci-après est réparti en groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds suivants :

**FILIERE ADMINISTRATIVE**

**Cadre d’emplois de la catégorie C**

|  |
| --- |
| **ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRITORIAUX** |
| **Groupe de fonction** | **Emplois/fonctions** | **Montant attribué minimum** | **Montant attribué maximum** |  |
| **Groupe 1** | Adjoints administratifs exerçant les fonctions de secrétaire de mairie, adjoints administratifs exerçant les fonctions de responsable de service | 450 € | 11340 € |  |
| **Groupe 2** | Adjoints administratifs exerçant les fonctions d’accueil, d’exécution | 450 € | 10800 € |  |

**FILIERE TECHNIQUE**

**Cadre d’emplois de la catégorie C**

|  |
| --- |
| **ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX** |
| **Groupe de fonction** | **Emplois/fonctions** | **Montant attribué minimum** | **Montant attribué maximum** |  |
| **Groupe 1** | Adjoints techniques exerçant les fonctions de responsables de service | 450 € | 11340 € |  |
| **Groupe 2** | Adjoints techniques d’exécution | 450 € | 10800 € |  |

**FILIERE ANIMATION**

**Cadre d’emplois de la catégorie C**

|  |
| --- |
| **ADJOINTS ANIMATION TERRITORIAUX** |
| **Groupe de fonction** | **Emplois/fonctions** | **Montant attribué minimum** | **Montant attribué maximum** |  |
| **Groupe 1** | Adjoints d’animation exerçant les fonctions de responsable de service | 450 € | 11340 € |  |
| **Groupe 2** | Adjoints d’animation d’exécution | 450 € | 10800 € |  |

**Article 3 : Date d’effet**

Les dispositions de la présente délibération prendront effet à partir du 1er avril 2024.

**Article 4 : Dispositions relatives au régime indemnitaire existant**

A compter de cette même date, la prime de fonctions et de résultats est abrogée.

Sont maintenues les autres primes du régime indemnitaire existantes pour les filières et cadres d’emplois dont les textes réglementaires n’ont pas fait l’objet de parution.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l’unanimité,

DECIDE d’instaurer le RIFSEEP dans les conditions indiquées ci-dessus,

DECIDE que les primes et indemnités seront revalorisées automatiquement dans la limite fixée par les textes de références,

DECIDE d’autoriser Mme le Maire à fixer par arrêté individuel le montant perçu par chaque agent au titre du RIFSEEP dans le respect des principes définies ci-dessus,

DECIDE de prévoir et d’inscrire au budget les crédits nécessaires au paiement de ces primes,

DECIDE que la présente délibération entre en vigueur à partir du 1er avril 2024.

**DECIDE d’instaurer la partie variable dite CIA comme suit :**

**FILIERE ADMINISTRATIVE**

**Cadre d’emplois de la catégorie C**

|  |
| --- |
| **ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRITORIAUX** |
| **Groupe de fonction** | **Emplois/fonctions** | **Montant attribué minimum** | **Montant attribué maximum** |  |
| **Groupe 1** | Adjoints administratifs exerçant les fonctions de secrétaire de mairie, adjoints administratifs exerçant les fonctions de responsable de service | 1 € | 3000 € |  |
| **Groupe 2** | Adjoints administratifs exerçant les fonctions d’accueil, d’exécution | 1 € | 1000 € |  |

**FILIERE ANIMATION**

**Cadre d’emplois de la catégorie C**

|  |
| --- |
| **ADJOINTS ANIMATION TERRITORIAUX** |
| **Groupe de fonction** | **Emplois/fonctions** | **Montant attribué minimum** | **Montant attribué maximum** |  |
| **Groupe 1** | Adjoints d’animation exerçant les fonctions de responsable de service | 1 € | 3000 € |  |
| **Groupe 2** | Adjoints d’animation d’exécution | 1 € | 1000 € |  |

**FILIERE TECHNIQUE**

**Cadre d’emplois de la catégorie C**

|  |
| --- |
| **ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX** |
| **Groupe de fonction** | **Emplois/fonctions** | **Montant attribué minimum** | **Montant attribué maximum** |  |
| **Groupe 1** | Adjoints techniques exerçant les fonctions de responsables de service | 1 € | 3000 € |  |
| **Groupe 2** | Adjoints techniques d’exécution | 1 € | 1000 € |  |

**Date d’effet**

Les dispositions de la présente délibération prendront effet à partir du 1er avril 2024

**Périodicité**

Le CIA est versé 2 fois par an.

**Arrêté individuel**

L’autorité territoriale fixe par arrêté individuel le montant perçu par chaque agent au titre du RIFSEEP dans le respect des principes définis ci-dessus.

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et ans ci-dessus et ont signé au registre tous les membres présents.

Le Secrétaire Le Maire

 Stéphanie GREMY Catherine DECUYPER